



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

situation des marchés financiers et hausse des taux d'intérêt

Question au Gouvernement n° 569

Texte de la question

SITUATION DES MARCHÉS FINANCIERS ET HAUSSE DES TAUX D'INTÉRÊT

M. le président. La parole est à M. Anthony Cellier, pour le groupe La République en marche.

M. Anthony Cellier. « Inquiétude à Wall Street et dans le monde après la plongée historique du Dow Jones », « Wall Street en proie à une grande fébrilité », « les *Millennials* vivent leur premier grand choc boursier » : voici, monsieur le ministre de l'économie et des finances, quelques exemples de titres de presse de ces derniers jours.

M. Thibault Bazin. Les voilà, les préoccupations du nouveau monde !

M. Aurélien Pradié. Ce sont les députés Goldman Sachs !

M. Anthony Cellier. Après le mini-crash de lundi, le Dow Jones a chuté de 4,6 %, sa plus forte baisse depuis août 2011, et Paris a perdu 2,35 %.

M. Fabien Di Filippo. Liquidez vos stock-options, madame Pénicaud !

M. Pierre-Henri Dumont. Traders, voleurs !

M. Anthony Cellier. Selon de nombreux analystes, tout cela était prévisible, car le repli des indices boursiers aux États-Unis traduit en partie une correction normale des forts niveaux de valorisation atteints ces derniers mois, notamment dans les valeurs technologiques.

Mais cette correction boursière traduit également les incertitudes du marché...

M. Aurélien Pradié. On va pleurer !

M. Anthony Cellier. ...quant au rythme et à l'ampleur de la normalisation des politiques monétaires par les banques centrales. Par ailleurs, la hausse des salaires aux États-Unis a dépassé les prévisions ; les investisseurs s'inquiètent donc d'un retour de l'inflation et d'une accélération de la hausse des taux.

M. Charles de la Verpillière. Qu'il est savant, cet homme !

M. Fabien Di Filippo. Il est sponsorisé par BFM Business !

M. Anthony Cellier. Dans le sillage des taux américains, depuis le 1er janvier 2018, les taux à dix ans allemand

et français ont déjà progressé. À l'heure où notre croissance atteint 1,9 %, son plus haut niveau depuis six ans, et où la politique économique que nous menons va non seulement consolider mais accentuer cette tendance, les Français doivent-ils, monsieur le ministre, s'inquiéter de la forte volatilité des marchés ?

M. Aurélien Pradié. C'est de la hausse de la CSG que les Français s'inquiètent !

M. Anthony Cellier. Concernant les taux d'intérêt, quelles conséquences leur hausse peut-elle avoir pour notre économie, et plus spécifiquement pour la gestion de notre dette publique ? (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe REM.*)

M. Marc Le Fur. La politique de la France ne se fait pas à la corbeille !

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances. Les Françaises et les Français n'ont pas de raison de nourrir d'inquiétudes particulières sur la situation de la Bourse. La correction boursière que nous connaissons était attendue – je dirais même nécessaire : il n'est jamais bon que les valorisations boursières s'écartent par trop de la valeur réelle des actifs. Elle vient aussi d'une anticipation d'un relèvement des taux d'intérêt par les banques centrales, notamment la Banque centrale européenne. Je m'entretiendrai d'ailleurs à ce sujet avec Mario Draghi cet après-midi.

Mme Constance Le Grip. La question n'était pas du tout téléguidée !

M. Bruno Le Maire, ministre . Mais cette augmentation des taux, contrairement à beaucoup, nous l'avons anticipée. Nos taux d'intérêt sur les obligations à dix ans s'élevaient à 1,1 % en 2017 ; nous avons prévu, dans la trajectoire budgétaire pour 2018, un taux d'intérêt de nos emprunts de 1,85 %.

Cela dit, cette situation nouvelle doit nous amener à traiter différemment la question de l'endettement de la France. La dette est un poison pour notre pays.

M. Éric Coquerel. Mais un cadeau pour les spéculateurs !

M. Bruno Le Maire, ministre. La dette est un poison pour la croissance, un poison pour l'avenir de nos enfants. Quand la charge de la dette augmente de 2 à 3 milliards d'euros parce que les taux d'intérêt montent, ce sont 2 à 3 milliards d'euros qui sont jetés par les fenêtres.

Nous voulons réduire l'endettement de la France. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe REM.*)

M. Fabien Di Filippo. Vous l'augmentez !

M. Thibault Bazin. Eh oui ! C'est le contraire que vous faites !

M. Bruno Le Maire, ministre. C'est pourquoi, comme l'a demandé le Président de la République, nous allons réduire davantage la dépense publique, réduire nos déficits, tenir les comptes de la nation ; nous allons aussi relancer la croissance française. C'est comme cela, par la croissance et la réduction des déficits, que nous parviendrons à réduire la dette de la France ! (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe REM.*)

Mme Émilie Bonnivard et M. Fabien Di Filippo . En 2022 ?

Un député du groupe LR . Monsieur Le Maire, vous mentez devant la représentation nationale !

Données clés

Auteur : [M. Anthony Cellier](#)

Circonscription : Gard (3^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 569

Rubrique : Banques et établissements financiers

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

[Date\(s\) clé\(e\)s](#)

Question publiée au JO le : [8 février 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [8 février 2018](#)